

Le vrai problème de la France

Posté le : 4 juillet 2017 10:56 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Europe de l'est, Economie et politique, Fiscalité

Au moment où le nouveau pouvoir multiplie les initiatives et les prises de parole plus ou moins éloquentes ou grandiloquentes, comme on voudra, il est bon de rappeler la question fondamentale qui se pose au pays. Elle n'est pas très compliquée à énoncer : mettre fin à l'écrasement fiscal délirant qui accompagne les 6.6 millions de chômeurs, les dix millions de pauvres, les 5 à 6 millions d'emplois dépendant directement de la dépense publique, les 15 millions de retraités et la dette de 2.200.000.000.000 d'euros. Tout le reste est « du bruit de fond ». L'énarchie compassionnelle de droite et de gauche, depuis Giscard, a effondré le pays en le conduisant dans le sous-investissement permanent et la sous productivité généralisée. Les Énarques de droite et de gauche ont réduit dramatiquement la capacité productive du pays.

Sortir de cette impasse ne peut se faire que par des mesures drastiques. Oui, il faut passer la retraite à 67 ans. Oui il faut réduire de près d'un million le nombre des emplois publics et rapidement, probablement après avoir réduit autoritairement de 10 % les rémunérations. Oui il faut revenir aux 40 heures pour tous. Oui il faut supprimer ou la région ou les départements. Non il ne faut pas créer un impôt européen. Non il ne faut plus subventionner les immenses pertes d'AREVA, d'EDF et de la SNCF. Oui il faut drastiquement réduire le champ de l'action publique. Oui il faut mettre fin à la gratuité du petit risque et supprimer le système de gestion soviétique des hôpitaux publics. Oui il faut mettre fin à l'encadrement soviétique de l'agriculture française. Oui il faut supprimer l'ISF, intégralement. Oui il faut mettre fin à l'exode fiscal. Oui il faut réorganiser profondément la haute fonction publique en réduisant drastiquement le nombre des statuts et en les alignant sur les règles du privé. Oui il faut édentier les syndicats mafieux et politisés. Oui il faut orienter la formation de masse vers des filières productives. Oui il faut encadrer les dépenses des collectivités locales. Non il ne faut pas réduire les aides familiales. Non, on ne doit pas accueillir toute la misère du monde. Oui il faut accueillir des travailleurs étrangers. Non, on ne doit pas conserver les organisations européennes dysfonctionnelles. Oui il faut réformer le système monétaire international.

Les Français, par leur vote, ont détruit le socialisme de gouvernement qui justifiait et alimentait en permanence les dépenses et sous productivités qui ont fini par faire sombrer le pays. Par crainte illusoire de l'arrivée des incapables du Front National, ils ont en partie éliminé la droite non énarquienne. Désormais la vie politique se résume à deux partis aboyeurs aux extrêmes, dirigés par des Zigomars et un marais indéfinissable et divisé qui s'est rendu à une coalition d'énarques astucieux et peu scrupuleux.

Les premières annonces sont dérisoires. La moralisation de la vie politique en supprimant les attachés parlementaires familiaux et en interdisant les cumuls entre postes électifs locaux et nationaux est une farce. La libération des énergies entrepreneuriales en modifiant de façon finalement très faible le droit du travail étouffant mis en place depuis 1974 en est une autre. Bien sûr dans les deux cas, certaines mesures « vont dans la bonne direction » mais si peu et si faiblement.

Le paradoxe des Français est d'avoir donné, lors des dernières élections présidentielles, le pouvoir à la caste de hauts fonctionnaires qui a ruiné le pays et qui l'a mis dans la situation cauchemardesque où il se trouve.

On demande à l'énarque Macron, et à son entourage d'énarques, à l'énarque Philippe, et à son

entourage d'énarques, à l'énarque Lemaire, et son entourage d'énarques, de bien vouloir, s'il vous plaît, desserrer l'étreinte mortelle nouée autour du cou des Français par les énarques Giscard, Chirac, Juppé, Hollande, Rocard, Jospin, Aubry et leur nuage respectif de petits-mâtres énarchiens.

Pourquoi sommes-nous saisis par une forme de doute ? Macron serait-il une sorte de Gorbatchev à la française, prêt à trahir la nomenklatura publique ? L'abus du Château de Versailles laisse planer le doute.

Sa première mesure est d'augmenter de plus de 12 % l'impôt le plus lourd, la CSG, et qui a le moins d'effet sur la compétitivité française. Changera-t-on jamais les priorités d'un haut fonctionnaire ? Empêchera-t-on jamais une caste de hauts fonctionnaires de faire ce qu'elle est seulement capable de faire : étendre son pré carré, bunkériser ses avantages, ruiner les Français qui travaillent et créent de la richesse quitte à lâcher quelques concessions quand cela tangué trop fort ?

Alors que les Français baignent dans la douce euphorie d'une macromania postélectorale, il est certainement malséant d'avoir un doute.

Eh bien zut ! Nous avons un doute. Un gros doute.